



Formulaire de demande d'agrément en vertu de la loi modifiée du 22 mai
2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et
programmes sur l'environnement (loi EES / SUP)

Loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques,
autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le
domaine de l'environnement

Raison de la demande		N° d'Arrêté accordé(s)	Annexe N°
Nouvelle demande			
Prolongation			
Modification			
Autre (à spécifier ci-contre)			

En cas d'une nouvelle demande : Le demandeur doit numéroter et présenter toutes les annexes selon la numérotation du présent formulaire. Les annexes supplémentaires seront numérotées et identifiées dans les différents cadres. Prière de compléter, le cas échéant, le formulaire en insérant des pages supplémentaires.

En cas d'une demande de prolongation : Le demandeur doit joindre à la demande les annexes 1, 2 et 11, en indiquant précisément les changements de personnel et en joignant une liste des dossiers clôturés et de ceux en cours de traitement.

En cas d'une demande de modification : Le demandeur doit joindre à sa demande toutes les annexes nécessaires qui sont pertinentes pour la modification souhaitée de l'agrément existant.

Veillez nous envoyer une version numérique du dossier complet à l'adresse e-mail secretariatd3@mev.etat.lu. (Une version papier n'est pas nécessaire)

Le/la soussigné(e), _____, déclare que les informations transmises en relation avec la présente demande sont complètes et exactes.

Fait à _____, le _____

Signature et cachet de l'exploitant ou, le cas échéant, de son mandataire

Annexe 1 : Identité du demandeur de l'agrément (personne morale) :

Raison sociale ou dénomination :

Forme juridique :

N° RCS :

Adresse du siège social :

Pays :	Commune :
Rue :	N°:
Code postal :	Localité :
Tél :	E-mail :

Adresse du siège d'exploitation :

Pays :	Commune :
Rue :	N°:
Code postal :	Localité :
Tél :	E-mail :

Signataire de la demande :

Pays :	Commune :
Rue :	N°:
Code postal :	Localité :
Tél :	E-mail :

Personne à contacter par l'administration dans le cadre de la demande :

Pays :	Commune :
Rue :	N°:
Code postal :	Localité :
Tél :	E-mail :

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

Annexe 1 : Identité du demandeur de l'agrément (personne physique) :

Nom :

Prénom :

Adresse du demandeur :

Pays :

Commune :

Rue :

N°:

Code postal :

Localité :

Tél :

E-mail :

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

Adresse du siège d'exploitation :

Pays :

Commune :

Rue :

N°:

Code postal :

Localité :

Tél :

E-mail :

Annexe 2 : Compétences du demandeur de l'agrément

Les renseignements repris dans le cadre suivant sont à fournir : *

- ⇒ par le « Demandeur Personne physique » ou
- ⇒ par le « Demandeur Personne morale », pour les associés et/ou les personnes au service de la personne morale susceptibles de travailler dans le cadre du type d'agrément sollicité.

Domaine(s) sollicité(s) :

Nom :

Prénom :

Nationalité :

C.V., Diplôme(s)** , spécialisation(s), et formation(s) :

Expérience professionnelle dans le domaine sollicité :

Le type de contrat liant la personne à la société :

* Attention : recopier cette page pour chaque personne visée et pour chaque type de compétence.

** Fournir une copie certifiée et conforme à l'original en annexe.

Annexes (personne morale) :

Annexe 3 : Fournir en annexe une copie de la publication des statuts de la personne morale et du dernier acte de nomination de ses administrateurs/gérants.

Annexe 4 : Fournir en annexe la liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande d'agrément est introduite.

Annexe 5 : Fournir en annexe des informations générales concernant la personne morale tels que :

- Historique
- Fonctions principales (Activités)
- Place dans le cadre d'une entreprise plus large (Organigramme)
- Actionnaires de la société (Personnes physiques)

Annexe 6 : Fournir en annexe la liste des études ou travaux pour lesquels la demande d'agrément est introduite.

Annexe 7 : Fournir en annexe une copie d'un contrat d'assurance « couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est requis ».

Annexe 8 : Fournir en annexe une note décrivant les techniques et le matériel utilisés.

Annexe 9 : Fournir en annexe au moins un modèle de rapport par point de compétence demandé.

Annexe 10 : Fournir en annexe une liste de références des travaux/missions récemment effectués en rapport avec le(s) point(s) de compétence demandé(s).

Annexe 11 : Fournir une copie des agréments nationales et internationales déjà en votre possession dans le domaine de l'environnement. (EES/SUP, EIE, environnement naturel, environnement humain, ...)

Annexes (personne physique) :

Annexe 3 : Fournir en annexe la liste des études ou travaux pour lesquels la demande d'agrément est introduite.

Annexe 4 : Fournir en annexe une copie d'un contrat d'assurance « couvrant la responsabilité civile résultant des missions au titre desquelles l'agrément est requis.

Annexe 5 : Fournir en annexe tout renseignement permettant d'établir que le demandeur ne se trouve pas dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions.

Annexe 6 : Fournir en annexe une note décrivant les techniques et le matériel utilisés.

Annexe 7 : Fournir en annexe au moins un modèle de rapport par point de compétence demandé.

Annexe 8 : Fournir en annexe une liste de références des travaux/missions récemment effectués en rapport avec le(s) point(s) de compétence demandé(s).

Annexe 9 : Fournir une copie des agréments nationales et internationales déjà en votre possession dans le domaine de l'environnement. (EES/SUP, EIE, environnement naturel, environnement humain, ...)

Protection des données

La présente déclaration concerne le traitement de vos données personnelles lorsque vous sollicitez un agrément en matière d'EES / SUP.

Aux fins de l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement (ci-après « la loi »), le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (ci-après « le MECB »), traite vos données à caractère personnel conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE - en abrégé « Règlement général sur la protection des données » ou « RGPD ».

Responsable de traitement

Le MECB, en tant qu'autorité publique traitant des données à caractère personnel, est tenu de respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement.

Pour toute question concernant les traitements de vos données à caractère personnel effectués par le MECB, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données ou *data protection officer* (DPO) du MECB :

- Par courriel : dpo@mev.etat.lu
- Par voie postale :

Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

A l'attention du DPO

L-2918 Luxembourg

Finalités et base juridique du traitement

La loi habilite le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions d'agréer des personnes physiques ou morales de droit privé ou public, autres que l'Etat qui sont appelées, notamment dans le cadre des différentes lois intéressant la protection de l'environnement, à accomplir diverses tâches techniques d'étude et de vérification.

Afin de prouver qu'ils remplissent les conditions légales prévues par l'article 3 de la loi les intéressés sont tenus de fournir différents renseignements et documents concernant notamment leurs connaissances et formations ainsi que les moyens techniques à leur disposition pour accomplir les tâches techniques liées à leur mission. Dans ce contexte le MECB est amené à traiter des données à caractère personnel des personnes intéressées.

Le prédit traitement sur base de la loi est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont le MECB est investi (article 6, paragraphe 1, sous e), du règlement général sur la protection des données).

Catégories de données traitées

Conformément à l'article 4 de la loi, il s'agit, pour les personnes physiques, notamment du nom, prénom et des diplômes obtenus.

Pour les personnes morales de droit privé il s'agit notamment des noms, prénoms, professions et adresses de leurs gérants, administrateurs ou autres personnes dirigeantes ou responsables en charge des tâches techniques.

Pour les personnes morales de droit public il s'agit notamment des noms, prénoms, adresses et titres des responsables en charge des tâches techniques.

Pour les personnes morales il se rajoute des données des membres du personnel, d'ouvriers ou d'employés ainsi que toute donnée à caractère personnel éventuellement contenue dans les statuts qui doivent également être soumis au ministre.

Il peut également s'agir de toute autre donnée personnelle révélée ou contenue dans les renseignements et documents fournis lors de l'échange avec le MECB, y inclus toute demande de renouvellement.

Il peut enfin s'agir de toute information révélée par la personne agréée lors du signalement d'un défaut, d'une nuisance ou d'une situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi.

Catégories de destinataires des données traitées

Les destinataires sont les membres et agents du MECB et tout particulièrement la Direction des évaluations des incidences sur l'environnement.

Les agents du service juridique du MECB peuvent également être amenés à traiter ces données dans leur fonction de conseil juridique ou en cas d'introduction d'un recours contre la décision devant le Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, qui statue comme juge de fond.

Les données personnelles pour lesquelles les personnes agréées ont donné leur consentement seront consultables en ligne par le public.

Durée de traitement

Le MECB conserve les données recueillies pendant la durée de validité de l'agrément qui peut être prolongé sur demande du bureau d'études.

En cas de retrait d'un agrément ou de refus d'une demande d'agrément, les données recueillies sont détruites ou anonymisées endéans un an.

En cas de révocation de votre consentement pour la publication ou à l'expiration de votre agrément, toutes les données seront supprimées de la liste publiée dans un délai d'un mois et ne seront donc plus accessibles au public.

Droits des personnes concernées

Conformément au RGPD vous disposez d'un droit d'accès à vos données, du droit d'en obtenir une copie, du droit d'obtenir la rectification de données inexacts ou incomplètes, du droit de vous opposer à leur traitement ou de demander leur effacement dans les conditions de l'article 17 du RGPD ainsi que du droit d'obtenir la limitation du traitement dans les conditions prévues par l'article 18.

Pour toute question concernant les traitements de vos données à caractère personnel effectués par le MECB et pour toute demande relative à l'exercice de vos droits, vous pouvez vous adresser au DPO du MECB.

Réclamation

Si vous estimez que le traitement de vos données effectué par le MECB constitue une violation du RGPD, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données du Luxembourg (<https://cnpd.public.lu/fr.html>).

Publication

Afin de faciliter la recherche d'une personne agréée par le public, le MECB publie une liste des personnes morales et physiques agréées sur le site internet www.emwelt.lu. Elle contient les noms ainsi que les coordonnées de contact telles que l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail du siège d'exploitation. Cette publication n'est pas obligatoire et n'a donc lieu qu'avec le consentement des personnes agréées. Nous attirons donc votre attention sur le fait que vous avez le droit de refuser votre consentement ou de ne l'accorder que partiellement pour certaines données. Seules les personnes ayant marqué leur consentement à la publication en signant et renvoyant la présente fiche dûment signée figureront sur ladite liste.

Consentement pour la publication :

J'ai lu et compris les renseignements ci-dessus et j'accepte par la présente que les données personnelles suivantes cochées soient publiées conformément aux explications ci-dessus.

Nom:

Adresse du siège d'exploitation:

Numéro de téléphone:

Adresse e-mail:

Fait à _____, le _____

Signature